COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SUEZ : le 24 novembre, les salariés exigent des emplois, des salaires et des moyens pour l'eau, les déchets et la transition environnementale.

Rassemblement de la CGT devant le siège de SUEZ à Puteaux – La Défense, dans le prolongement des mobilisations des 5 et 17 novembre

Puteaux, le XX novembre 2026

La Coordination CGT SUEZ, qui réunit les syndicats CGT de toutes les sociétés du groupe, appelle pour la première fois l'ensemble des salariés de SUEZ en France à se mobiliser le **24 novembre 2026** et à se rassembler au siège, Altiplano à Puteaux. Cette journée prolonge les journées interprofessionnelles des 5 et 17 novembre, qui portent partout en France les mêmes exigences : des salaires à la hauteur de l'inflation, des emplois stables et de qualité, une industrie et des services essentiels au service de l'intérêt général.

Chez SUEZ, ces exigences se vivent concrètement : dans l'exploitation des réseaux d'eau et d'assainissement, dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets, dans l'ingénierie et la construction d'usines, dans l'innovation et la R&D, comme dans les fonctions support. **Tous les métiers sont touchés.**

Un plan de transformation qui laisse les salariés dans l'incertitude

Quatre ans après l'OPA de Veolia et la reconstitution du nouveau SUEZ, la pression financière s'accentue alors que les engagements des actionnaires approchent de leur échéance. Le plan de transformation et de réduction des coûts est mené sans visibilité ni explication claire. Les salariés ne savent pas ce que deviendront leur emploi, leur lieu de travail, leur rémunération, leurs perspectives d'évolution, et s'interrogent sur le sens de leur travail.

Les mêmes constats remontent de tous les territoires, de toutes les activités : pertes de contrats sans gains compensatoires, budgets réduits dans tous les domaines, suppressions de postes, externalisations et délocalisations, centralisation des activités, déploiement de l'intelligence artificielle sans cadre collectif ni contrôle humain, rémunérations en recul et acquis remis en cause. La création de Suez Business Services et les transferts de personnels renforcent l'inquiétude. Les risques psychosociaux progressent pendant que les effectifs diminuent. Ce coût humain devient aussi un coût pour la société : arrêts de travail, épuisement, perte d'attractivité des métiers de la transition écologique.

L'eau et les déchets au cœur des enjeux climatiques

Le groupe réalise **56 % de son activité en France** dans des métiers au cœur des enjeux climatiques, sanitaires et industriels du pays. Selon l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement, le rendement moyen des réseaux français n'est que de **81,2 %** : près d'**un litre d'eau sur cinq** est perdu avant d'arriver au robinet. Dans le même temps, les sécheresses se multiplient et les pollutions émergentes (PFAS, pesticides, microplastiques) obligent à investir dans de nouveaux traitements, dans le renouvellement des réseaux et dans l'adaptation de nos usines.

Dans les déchets, l'ADEME recense plus de **66 millions de tonnes** collectées pour être recyclées, dont **1,3 million de tonnes** de plastiques. Pourtant, une matière vierge issue du pétrole, produite à l'autre bout du monde, reste souvent plus compétitive qu'une matière recyclée en France. Le coût direct est-il le seul qui compte ? Qui paie les sécheresses, les inondations, les incendies et les canicules ?

Réussir ces transitions demande des équipes de terrain en nombre suffisant, des ingénieurs et des techniciens qui conçoivent et construisent les installations de demain, et des chercheurs qui innovent. Réduire sans cesse les moyens humains, c'est fragiliser exactement ce dont le pays a besoin.

Externalisation, délocalisation... : à quel prix pour les droits humains et la planète ?

Pour un groupe international, les économies réalisées ne disparaissent pas : elles se déplacent vers la sous-traitance, les PME locales, les fournisseurs, les chantiers et les filiales à l'étranger. Quand on externalise ou délocalise, les conditions de travail, de santé et de sécurité des salariés des sous-traitants, le respect des droits humains et l'impact environnemental des activités restent la responsabilité de l'entreprise donneuse d'ordre. C'est le principe du devoir de vigilance, instauré par la loi du 27 mars 2017 et renforcé par le droit européen.

Eau, déchets, climat : quel rôle doit jouer une entreprise comme SUEZ dans la transition environnementale ? SUEZ ne peut pas réduire ses coûts sans en mesurer l'impact social et environnemental, sur son propre périmètre comme sur toute sa chaîne de valeur, en France comme à l'international.

Ce que demande la CGT SUEZ

Le groupe doit s'engager par écrit sur des mesures précises :

Le groupe doit s'engager par écrit sur des mesures précises :

- Des augmentations salariales, des embauches mieux rémunérées et le maintien de tous les acquis sociaux pour préserver le pouvoir d'achat.
- La protection de l'emploi et des compétences, sans licenciements imposés, avec une véritable concertation avant toute réorganisation ou transfert.
- Une transparence totale sur le plan de transformation, l'IA et les projets du groupe, avec un dialogue social renforcé.
- Des conditions de travail respectées, des moyens adaptés et une transition environnementale qui protège à la fois l'emploi, les compétences et la qualité du service public.

La Coordination CGT SUEZ demande à être reçue le 24 novembre par la direction générale, et attend une réponse écrite à ces revendications.

Un débat national devenu indispensable

La CGT SUEZ refuse que l'avenir de l'eau et des déchets soit réduit à une question de coûts. Quel prix sommes-nous prêts à consacrer à l'eau potable ? Quelle place accordons-nous aux emplois environnementaux en France ? Qui doit financer les investissements nécessaires face au dérèglement climatique ? Comment valoriser réellement le recyclage et l'économie circulaire ?

Derrière les conditions de travail des salariés de SUEZ se jouent l'avenir de l'eau que nous buvons, de la gestion de nos déchets, de notre souveraineté industrielle et de notre capacité collective à faire face au changement climatique.

CONTACT PRESSE
CGT SUEZ Eau France – Anna-Maria BOJSZCZAK
07 88 84 83 00 - anna-maria.bojszczak@suez.com